



Une première étape franchie pour mobiliser la société civile



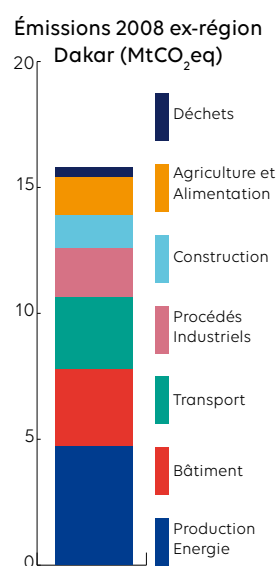
Au-delà des enjeux d'atténuation, la métropole de Dakar est confrontée aux impacts déjà avérés des changements climatiques, en particulier du fait de la perturbation des régimes pluviométriques laquelle, combinée à des dysfonctionnements en matière d'aménagement (évacuation des eaux pluviales, habitat anarchique), entraîne régulièrement des inondations catastrophiques. Dakar est par ailleurs la deuxième capitale la plus polluée d'Afrique avec un taux de particules fines sept fois plus haut que la moyenne autorisée (OMS 2018). C'est dans ce contexte que la Ville de Dakar travaille actuellement à la mise en œuvre de son Plan Climat Energie Territorial (PCET) dans le cadre du projet pilote de la Convention des Maires en Afrique Subsaharienne. L'initiative, lancée en 2017, est financée par l'Union Européenne à hauteur de 455 millions de francs CFA (700 000 euros) sur trois ans.

• UN MODÈLE DE CONCERTATION DES ACTEURS, TIRANT LES LEÇONS DES EXPÉRIENCES PASSÉES •

Le nouveau PCET pour fédérer la société civile autour de sa mise en œuvre, s'appuie sur une première initiative, lorsqu'en 2012-2014, l'ex-région de Dakar, en partenariat avec la région Ile-de-France, réalisait son Plan Climat Territorial Intégré (PCTI). Dès 2011 des temps de rencontres entre acteurs avaient été organisées pour diffuser une « culture climat » et permettre l'appropriation du PCTI. Ce plan a donné lieu à la co-construction d'un diagnostic énergie-climat, à une étude de vulnérabilité, et à près de 50 fiches d'actions (Dakar, 2013). La suppression de l'échelon régional, avec l'Acte III de la décentralisation avait alors ébranlé le dispositif, mais « la question de l'héritage du dossier par les quatre départements de la région de Dakar ou par l'un d'entre eux, se pose » (Faye et al. 2013).

Le PCET poursuit toujours l'objectif d'améliorer la gouvernance locale de la transition écologique sur le périmètre de la ville de Dakar par une approche toujours centrée sur la mobilisation des acteurs locaux. « Maillon fort » du PCET, la plateforme DakClim, lancée en septembre 2018, regroupe une cinquantaine d'organisations communautaires, de groupements de femmes et de paysans, d'ONG, d'universités, et d'entreprises, pour des actions concertées et participatives, et pour diffuser les acquis du PCET aux niveaux régional, national et sous-régional.

• UNE MISE EN ŒUVRE STRUCTURÉE • Le bilan carbone de l'ex-région de Dakar réalisé en 2013 faisait état de 15,8 Mt CO₂eq émis en 2008 (PCTI 2013), dont



un tiers provenant de la production d'énergie de la raffinerie Société Africaine de Raffinage (SAR), des centrales électriques Senelec et les auto-producteurs. Vient ensuite le transport (17%) particulièrement gonflé par le trafic aérien, puis les émissions résidentielles (bois de chauffe, climatisation), le ciment etc. Ce bilan en plus de prendre en compte les activités économiques de la région, comptabilise

aussi les émissions liées à la consommation comme le riz importé. C'est donc une véritable approche « scope 3 ».

L'actualisation de l'étude de vulnérabilité et du bilan carbone à l'échelle de la ville permettra d'identifier les leviers de réduction des émissions propre à Dakar, mais aussi la création d'instruments de financement pour la mise en œuvre du PCET (banque de projets et fiches projets) ainsi qu'un plan de formation pour les élus et services techniques municipaux. Ce plan aura pour but de dynamiser les investissements publics et privés vers des infrastructures bas-carbone et résilientes avec comme objectif la réduction de 30% de la facture énergétique de la ville et la création de 300 emplois verts créés grâce aux mesures d'efficacité énergétique.